Mondialisation.ca
Centre de recherche sur la mondialisation

Venezuela, mode d'emploi

Par Maurice Lemoine
Mondialisation.ca, 11 décembre 2020
Mémoire des luttes 10 décembre 2020

Région : Amérique latine & Caraïbe
Thème: Histoire et Géopolitique
Analyses: Élections USA

Le 6 décembre, comme l'exige leur Constitution, les citoyens de la République bolivarienne du Venezuela ont été appelés aux urnes pour élire 277 députés à l'Assemblée Nationale. Dès l'annonce de la consultation, le secrétaire d'État américain Mike Pompeo a donné le ton : « La communauté internationale est de plus en plus consciente que les élections prévues par le régime de [Nicolás] Maduro ne seront ni libres ni justes. Trente-quatre pays nous ont rejoints en faveur d'un Gouvernement de transition ». Suivant à la lettre ces instructions, les secteurs extrémistes de l'opposition, emmenée par le « président autoproclamé » Juan Guaido, ont donc appelé au boycott d'un scrutin déclaré par avance « frauduleux ».

Nonobstant cette injonction, les élections ont pu avoir lieu à la date prévue et, malgré la « pandémie », dans des conditions sanitaires satisfaisantes. Regroupé autour du Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV) au sein d'un Grand Pôle Patriotique (GPP), le chavisme l'a très largement remporté avec 68,43% des suffrages. L'Alliance Démocratique (droite), au sein de laquelle figurent deux formations historiques de la vie vénézuélienne (le Copei et une scission d'Action Démocratique) engrange 17,52% des voix. Une deuxième coalition conservatrice, Venezuela Uni, recueille 4,15% des votes. Sur le flanc gauche de l'arc politique, le Parti Communiste Vénézuélien (PCV) et quelques satellites rassemblés dans l'Alternative Populaire Révolutionnaire (APR) sont crédités de 2,7%. En ordre dispersé, d'autres organisations politiques se partagent 6,48% (voir l'encadré).

Au-delà de cette victoire incontestable du chavisme, deux faits, bien entendu, retiennent l'attention. D'une part, la faible participation (30,1% du corps électoral). D'autre part, le fait que pour montrer ses muscles, l'opposition radicale organise en parallèle une « consultation populaire ». Débutant le 6, jour des législatives, celle-ci se terminera le 12 décembre par une « démonstration de force » préludant à la proclamation des résultats.

Décryptage d'un processus électoral atypique auquel ne peuvent s'appliquer les commentaires consciencieux et orthodoxes, les critères classiques et généralement admis d'analyse et d'explications.

Le contexte

Elus le 6 décembre 2015, les députés sortants, dont Guaido (représentant de l'État de Vargas avec 90 000 voix), termineront leur mandat de cinq ans le 4 janvier 2021. Pour avoir fait impudemment prêter serment à trois députés non élus (car accusés d'avoir eu recours à des achats de votes), cette Assemblée nationale, dominée par la droite, a été depuis 2016 déclarée en « desacato » (outrage à l'autorité) par le Tribunal de justice (TSJ). Tout en continuant à se réunir, elle n'a pu exercer ses prérogatives du fait de cette illégitimité.

Dans leur obsession d'en terminer avec le « chavisme », la droite vénézuélienne, depuis 2013, a fait du renversement de Maduro une véritable obsession. Barack Obama d'abord, mais ensuite et surtout Donald Trump, lui ont servi de boussole et de soutien. Émeutes insurrectionnelles en 2014 et 2017 (les « guarimbas »), tentative d'assassinat du chef de l'État (août 2018), coup d'État raté (avril 2020), incursion paramilitaire (mai 2020), blocus économique, commercial et financier, pression maximum et diabolisation des dirigeants chavistes se sont succédés sans discontinuer.

Depuis janvier 2019, en s'autoproclamant président, le député Guaido a établi une sorte de gouvernement parallèle, dont la capitale se situe non pas à Caracas, mais à Bogotá (où l'Ambassade des États-Unis fait office de « palais présidentiel » vénézuélien).

Si toutes ces manœuvres – mais essentiellement les mesures coercitives unilatérales et la confiscation des biens vénézuéliens à l'étranger – ont mis le pays à genou, économiquement asphyxié, il n'en demeure pas moins que le pouvoir n'est pas tombé et que Guaido a échoué. Même Trump, le véritable patron du cirque, a lâché qu'il le considérait comme « un enfant » qui n'a pas « ce qu'il faudrait » (sous-entendu : dans le pantalon)[1] et a laissé filtrer en juillet dernier qu'il semblait avoir perdu « son autorité » (si tant est qu'il en ait jamais eu).

Les modalités du scrutin

En mars 2020, un attentat criminel a détruit par incendie un hangar où étaient entreposés 50 000 machines de vote et 582 ordinateurs utilisés par le système électoral. Le genre d'événement qui en dit long sur le caractère fanatique de certains acteurs de l'opposition. Néanmoins, tout au long de cette même année 2020, les discussions entre le gouvernement et d'autres secteurs résolus à rejoindre le chemin constitutionnel ont conduit à l'établissement de garanties électorales, unanimement acceptées (elles ont également permis la libération de cent dix opposants emprisonnés pour délits et crimes à caractère politique). Cinq nouveaux recteurs du Conseil national électoral (CNE) ont été nommés en juin par le Tribunal suprême de justice (TSJ). Dans une situation classique, ceux-ci auraient dû être élus par la majorité des deux tiers de l'Assemblée nationale. Malgré l'alliance des députés chavistes (minoritaires) et de représentants de la droite modérée, cette majorité qualifiée ne put être atteinte pendant de longs mois. Devant la situation de blocage, les protagonistes de la Table de dialogue national s'accordèrent sur une nomination par le TSJ (comme le stipule, en cas d'« omission législative », la Constitution[2]).

Une réforme (très critiquée par la droite dure et abstentionniste) a fait passer le nombre des députés de 167 à 277 de façon à favoriser la représentation des « petits partis » – 28 organisations nationales, 52 formations régionales et 6 organisations de peuples et communautés indigènes participant aux élections[3].

Tant les représentants des partis politiques que les observateurs internationaux ont participé aux audits du système électoral et des nouvelles machines de vote. Organisme pluraliste et indépendant regroupant, indépendamment de leur tendance politique, des juristes, des magistrats professionnels et des présidents de tribunaux électoraux de tous les pays du sous-continent, le Conseil des experts électoraux d'Amérique Latine (CEELA) a été en première ligne de cette observation. Le dernier audit a duré dix-sept jours et a pu compter sur une participation en présentiel et partiellement en virtuel (pour raisons de pandémie). Relatant cette expérience qu'il a vécu sur place, le chef de la mission du CEELA,

Guillermo Reyes, a qualifié de « fiable et crédible » le système électoral vénézuélien[4]. Difficile, dans son cas, d'évoquer un comparse de Maduro : colombien, Reyes a été vice-ministre de la justice dans le gouvernement du très droitier Álvaro Uribe, pendant 22 mois, jusqu'en 2008.

L'opposition « made in USA »

Depuis 2015, les quatre partis d'opposition les plus importants – Voluntad Popular (VP ; extrême droite) Primero Justicia (PJ ; droite), Acción Democrática et Un Nuevo Tiempo (respectivement AD et UNT ; ex-socio-démocrates) forment ce qu'on appelle le G4. Ils dominent et imposent leur agenda. Sans aucune voix à la parole, une nébuleuse de groupuscules conservateurs se conforme de plus ou moins bonne grâce à leurs prescriptions. Toute honte bue, à l'instar d'un Nicmer Evans, quelques transfuges ou « repentis » de gauche les ont rejoints. A l'extrême de l'extrême droite, María Corina Machado (Vente Venezuela) et sa poignée de pyromanes réclament plus ouvertement que les autres un apocalypse « yankee » immédiat, sous forme d'intervention militaire, pour faire tomber le « castro-chavisme » honni.

Las ! Malgré ses appuis nationaux et internationaux – l'administration Trump, le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA) Luis Almagro, les supplétifs du Groupe de Lima[5], l'Union européenne, le régime macroniste français –, le « pinochétisme » n'est pas parvenu à s'imposer.
« Pinochétisme » ! Il ne s'agit là ni d'un écart de langage, ni d'un terme excessif, ni d'un jugement outrancier. Conçue à Washington, l' « opération Guaido » n'a eu, depuis l'origine, qu'un seul objectif : obtenir que la chaîne de commandement de la Force armée nationale bolivarienne (FANB) se retourne contre Maduro et le fasse tomber. Comme en leur temps Richard Nixon et la CIA pour renverser Salvador Allende et le socialisme chilien, trouver au sein de l'institution militaire un Augusto Pinochet. Depuis janvier 2019, pas un jour n'est passé sans que Guaido, son entourage, la Maison-Blanche ou le Département d'Etat américain, ne lancent de pressants appels du pied ou d'ouvertes exhortations au soulèvement des militaires. Seule différence avec les « golpes » des années de Guerre froide : si un quelconque quarteron de généraux était passé à l'acte et avait réussi, il aurait immédiatement rendu le pouvoir à un « gouvernement de transition » civil, après avoir fait « le sale boulot », pour éviter que puisse être employée l'expression « coup d'État ». Ainsi eut lieu la tentative de « golpe » contre Hugo Chávez en avril 2002 et le renversement du président Manuel Zelaya, en juin 2009, au Honduras[6].

« Pinochétisme » : n'en déplaise aux classes politiques et chefs d'Etat européens qui, relayés par leurs médias, « blablatent » à n'en plus finir sur la démocratie et l'Etat de droit, voilà ce qu'ils appuient, voilà leur véritable camp… Pour l'heure, un camp cynique, honteux et immoral, mais, nonobstant son apparente puissance, un camp perdant : malgré quelques centaines de déserteurs et une poignée de putschistes qui ont pu être neutralisés, les militaires vénézuéliens, inspirés par Simón Bolivar et Hugo Chávez, n'ont pas flanché.

Dans ces conditions, trente-sept organisations politiques emmenées par le G4 ont donc annoncé leur décision de ne pas participer aux élections du 6 décembre (comme elles avaient boycotté l'élection de l'Assemblée nationale Constituante, en juillet 2017, et la présidentielle de mai 2018 remportée par Maduro[7]). Guaido a annoncé une « nouvelle offensive » dont on a pu comprendre qu'elle s'appuierait sur la Responsabilité de protéger

(R2P) – débouchant par nature sur une intervention militaire étrangère –, le renforcement de la pression internationale – c'est à dire des « sanctions » – contre son pays et la préparation d'un Gouvernement d'urgence nationale. Le Département d'Etat américain a immédiatement rendu public son soutien à cette option.

Les protestataires

Lorsque, avec son physique de « gendre idéal », Guaido a annoncé (sur ordre de Washington) qu'il s'emparait du pouvoir, il a déclenché une vague d'enthousiasme au sein de l'opposition. Maduro et le chavisme allaient s'effondrer en quelques semaines, au pire quelques mois. Résultat final : rien ! Guaido parle, Guaido parle et, pendant que Guaido parle, rien ne se crée, rien ne s'accomplit. Au fil des mois, le scepticisme et la lassitude se sont emparés des anti-Maduro. Le combat n'est plus tout à fait le même, les derniers appels aux mobilisations de rue ont débouché sur autant de fiascos. Provoquée par le blocus étatsunien, la désastreuse situation économique transforme peu à peu la vie quotidienne de tous – opposants non privilégiés compris – en parcours du combattant. Et nombre de gens, nul n'en ignore, contribuent à perpétuer ce cauchemar. A commencer par Guaido.

Depuis toujours, les dirigeants de l'opposition se chamaillent, se querellent, se jalousent, se menacent. Une lutte à mort oppose les factions qui tentent de se supplanter par tous les moyens. On touche désormais au paroxysme. Certains posent ouvertement la question : ont-ils tant travaillé, tant œuvré, tant fait souffrir leurs compatriotes, pour en arriver là ?

Le clé est comme souvent : beaucoup d'argent. Financés par les agences de Washington et le pillage des biens vénézuéliens à l'étranger – Citgo aux Etats-Unis, Monómeros en Colombie, les tonnes d'or confisquées par la Banque d'Angleterre, pour ne parler que des cas les plus connus[8] –, les « Guaido boys » s'en mettent plein les poches, ne laissant que des miettes, et parfois même pas, aux protagonistes de second rang. Désormais en exil, les Julio Borges (en Colombie), Henry Ramos Allup, Antonio Ledezma et depuis peu Leopoldo López (en Espagne)[9], Carlos Vecchio (aux Etats-Unis), plus des dizaines d'et cætera en costume cravate, vivent sur un grand pied et dépensent sans compter. Contre l'entourage du président fantoche, les accusations (et les preuves) de corruption se multiplient.

Lorsque la droite a pris le contrôle de l'Assemblée nationale, après sa victoire de décembre 2015, le G4 a décidé d'en exercer la présidence par rotation – chacun des partis l'assumant pendant une année. Ce qui fut fait (indépendamment des conséquences institutionnelles du « desacato ») : Henry Ramos Allup (AD ; 2016-2017), Julio Borges (PJ ; 2017-2018) ; Omar Barboza (UNT ; 2018-2019), Juan Guaido (VP ; 2019-2020). Désormais habitué à usurper les fonctions officielles, Guaido a refusé, début 2020, de laisser se perpétrer cette alternance. Le titre de président de l'Assemblée nationale lui procure le seul argument susceptible de justifier son auto-proclamation comme chef de l'Etat. Perdre ce statut mettrait par ailleurs en danger la cohésion de la coalition internationale engagée « derrière lui » dans la lutte contre Maduro.

Ce refus de passer la main a provoqué une première révolte dans une partie du bloc de la droite. Le 5 janvier 2020, alors que Guaido se livrait à une comédie pitoyable, devant les caméras de télévision, pour faire croire que la police « du régime » lui interdisait l'accès au Parlement (ce qui était faux)[10], une fraction substantielle des députés de droite, avec le soutien de leurs collègues chavistes, ont élu Luis Parra (PJ) au perchoir. Sans souci du ridicule, car fort du soutien de ses amis de l'étranger, Guaido a immédiatement été se faire

« réélire » président de l'AN par une escouade de ses partisans lors d'une session parallèle tenue au siège d'El Nacional, un quotidien d'opposition. Parra a bien entendu été exclu de PJ (sous une accusation de corruption). Néanmoins, la contestation ne s'est pas arrêtée là.
Fin octobre 2020, Juan Carlos Caldera, dirigeant influent de Primero Justicia, révélera qu'ont effectivement été proposés au G4 une rotation à la présidence du gouvernement dit intérimaire, la limitation de ses compétences et la « remise à zéro » de la stratégie de l'opposition en vue de 2021. Du cœur d'Action démocratique sont montées les mêmes revendications.
Depuis son annonce, même la fameuse Consultation populaire de Guaido fait débat.

Un velléitaire

Entre temps, quelque peu marginalisé, laissé dans l'ombre par les projecteurs rivés aux gesticulations de Guaido, un dirigeant de poids est réapparu : Henrique Capriles Radonski. Leader historique de Primero Justicia, ex-gouverneur de l'Etat de Miranda, deux fois candidat de la droite à la présidence, contre Chávez (2012) et Maduro (2013), Capriles émet régulièrement des doutes sur la stratégie de Guaido et de son mentor Leopoldo López, le véritable leader de VP. « Le vrai débat est de savoir si nous nous battons ou non, si nous faisons quelque chose ou non, s'est emporté Capriles, début juillet. Nous n'allons pas accompagner les fictions et les fantasmes qui ne font que donner plus de frustration aux Vénézuéliens et détruire davantage l'opposition, si tant est qu'ils n'aient pas déjà fini de la détruire »[11].

Le 2 septembre dernier, Capriles va jusqu'au bout de la logique : il appelle les citoyens à se mobiliser et à participer aux législatives. Jusqu'alors très proche conseiller de Guaido, le député Stalin González (UNT) prend ses distances avec ce dernier et se rallie. Ancien président de l'association patronale Fedecamaras, toujours très influent au sein de ce lobby, Jorge Roig déclare le 9 septembre qu'il s'engage sur le chemin tracé par Capriles, sachant que celui de Guaidó est « dynamité ». Tenant en effet des propos particulièrement sévères sur le « gouvernement Internet », Capriles remet en question le manque d'explications concernant le pseudo soulèvement militaire du 30 avril 2020 et l'incursion ultérieure d'un groupe armé venu de Colombie et dirigé par des mercenaires (l'« opération Gedeon »)[12]. « Il y a une grande déconnexion entre la classe politique et les gens dans la rue, s'insurge Capriles. Non seulement ils parlent mal du régime, mais ils parlent aussi mal de nous, l'opposition. »

L'épisode approfondit la crise du G4, les brèches qui s'ouvrent à l'intérieur même des formations politiques et la perplexité des militants. Membres du même parti que Capriles (PJ), mais tous deux en exil,Julio Borges (pseudo ministre des Affaires étrangères) et Miguel Pizarro (président de la Commission spéciale de suivi de l'aide humanitaire !) appartiennent au cercle rapproché de Guaido.

Il est temps pour les commanditaires de siffler la fin de la récréation. Depuis Bogotá, l'« ambassadeur » des Etats-Unis auprès du Venezuela imaginaire de Trump et Guaido », James Story, ordonne plus qu'il ne dit : « C'est le moment d'unir nos forces. Seule l'unité autour des pouvoirs légitimes garantit la pression et le soutien internationaux. Nous soutenons pleinement le projet du président Guaidó. » Fin octobre, lors d'une vidéoconférence organisée depuis le Bureau des affaires vénézuéliennes (ouvert le 28 août 2019 dans l'ambassade US en Colombie), James Story et Rafael Foley taperont à nouveau sèchement sur les doigts de Tomás Guanipa. Dirigeant de Primero Justicia et bien qu'

« ambassadeur » du régime imaginaire de Guaido à Bogotá, Guanipa a osé remettre en cause l'absence de rotation à la tête de l'opposition ; il a également exprimé les doutes de son parti quant à l'utilité de la Consultation populaire de l'« autoproclamé ». Il ne va pas tarder à changer prudemment d'avis…

Capriles a lui aussi compris les messages. Le 15 janvier, le Département du trésor américain a mis sur sa liste noire et sanctionné Luis Parra, opposant élu au perchoir de l'AN avec l'appui des chavistes, ainsi que ses deux vice-présidents et quatre autres députés de droite en raison de leur « tentative infructueuse (sic !) de prise de contrôle du Parlement ». Cela signifie que leurs (éventuels) actifs aux Etats-Unis sont bloqués et qu'ils ne peuvent plus faire affaire avec des entreprises ou des citoyens américains. En ce qui les concerne, et comme nombre de chavistes (ou dirigeants nicaraguayens) nominalement sanctionnés par Washington, rien ne prouve qu'ils disposent de tels actifs au pays du Destin manifeste[13] (et nous l'ignorons). Il s'agit souvent d'effets d'annonce, destinés à l'opinion publique internationale, et d'intimidation. Tout autre est la situation de Capriles. Issu d'une famille dont la fortune a été faite dans l'immobilier, le secteur des services, les chaînes de cinéma et les médias, avec des ramifications dans d'autres pays du monde, lui possède des avoirs aux Etats-Unis.

Capriles se couche. Par chance pour lui, l'Union européenne vient de faire la même chose en refusant d'envoyer une mission d'observation électorale pourtant invitée par le gouvernement vénézuélien. Capriles peut donc se cacher derrière aussi couards que lui. Début octobre, il fait volte-face et demande que les élections soient ajournées. « Comme le dit l'Union européenne, il n'y a pas les conditions, en raison de la pandémie et d'autres choses, pour qu'une élection ait lieu. Une élection qui serve le Venezuela doit être reportée. » Une sorte de mauvaise conscience le ronge-t-elle ou tente-t-il de camoufler son manque de cran ? Quelques jours plus tard, lors d'une réunion publique via Zoom, il demandera aux représentants de la communauté des affaires vénézuélienne de trouver un moyen de faire pression sur le Congrès américain et les politiciens de Washington afin d'alléger les mesures coercitives unilatérales imposées au Venezuela.

Les opposants aux opposants

L'interminable pièce de théâtre En attendant Guaido amuse de moins en moins de Vénézuéliens. Contrairement à Capriles, et suivant l'exemple de Parra et de ses apparentés, d'autres ont franchi le Rubicon. Début août, le Front large Venezuela uni (coalition regroupée autour du G4) a dû expulser la gouverneure de l'Etat de Táchira, Laidy Gómez (AD), élue en 2017 car s'étant présentée malgré la consigne de boycott, et le secrétaire régional du même parti, Miguel Reyes : ils ont manifesté l'intention de participer à nouveau aux élections. Comme mentionné précédemment, Stalin González informe qu'il quitte l'UNT, en mentionnant qu'il « respecte sa position » de non-participation au scrutin, mais qu'il « ne la partage pas ».

Les partis traditionnels tanguent. Ecartés de décisions que désormais ils contestent, militants, députés et députés suppléants « de l'intérieur » se rebellent contre les diktats de leaders vivant confortablement « à l'étranger » tout en séquestrant les partis. Depuis parfois plus de dix ans, ils ont omis ou refusé d'organiser des élections internes et d'en renouveler les directions. Ce qui provoque un clash spectaculaire au sein d'Action démocratique. « Je propose un référendum pour que les militants décident » de participer ou non aux législatives, lance Bernabe Gutiérrez, bras droit et ami du leader historique

Ramos Allup. Silence glacial de ce dernier. Gutiérrez en tire ses propres conclusions : Ramos Allup a « des engagements » liés à des « cadeaux et des faveurs extérieures » qui freinent l'option électorale. Gutiérrez fait sécession.
Les dissidents d'AD et de PJ se tournent vers le Tribunal suprême de justice. Ils veulent pouvoir participer aux législatives. On a vu des motivations plus honteuses ! Le TSJ leur donne raison. Des directions provisoires sont nommées. Au sein d'AD, Isabel Carmona de Serra, la présidente, est écartée. Le secrétaire général Ramos Allup est remplacé par Gutiérrez. Le nouveau « comité directeur ad hoc » « pourra utiliser le logo, les symboles, les emblèmes, les couleurs et toutes autres propriétés » d'AD[14]. La direction de PJ passe un temps aux mains d'un militant de cette organisation, José Brito, avant que le TSJ ne revienne sur sa décision (sans doute pour ménager Capriles et ne pas insulter l'avenir). Les « ultras » hurlent à la trahison, les « commentocrates » de l'appareil médiatique global dénoncent « un nouveau coup de force contre l'opposition ».

Ces nouveaux venus renforcent le camp de l'anti-chavisme à visage légal qu'occupaient déjà les partis et dirigeants ayant participé à l'élection présidentielle de 2018 (en particulier Henri Falcón et Javier Bertucci). L'Alliance démocratique regroupe donc les deux partis historiques du XXe siècle vénézuélien, le Copei (social-chrétien) et Acción Democrática (social-démocrate), plus Avanzada Progresista (centre-gauche), Cambiemos (centre) et Esperanza por el Cambio (démocratie chrétienne). Faute d'accord avec cet ensemble, Venezuela uni emmène une autre coalition que dominent la fraction dissidente de Primero Justicia, devenue Primero Venezuela, et une émanation de Voluntad popular. Se présentent de façon indépendante, dans presque tout le pays, d'autres partis qu'on dira « périphériques », traditionnellement ignorés ou exclus par le G4 : Soluciones, Movimiento al socialismo (MAS), ProCiudadanos, Unión Progreso, Nuvipa, UPPP89…

Les mécontents

D'autres voix ont pris leur indépendance, mais dans l'autre camp. Habituellement membres du Grand Pôle patriotique (GPP) – coalition de gauche rassemblée autour du Parti socialiste uni du Venezuela (PSUV) créé par Chávez – le Parti communiste (PCV) et des fraction dissidentes de Patria para todos (PPT) et des Tupamaros figurent au sein d'une inédite Alternative populaire révolutionnaire (APR), en compagnie d'autres formations d'extrême gauche – Corriente Marxista Internacional, Somos Lina, etc[15].

Revendiquant le socialisme, l'anti-impérialisme et l'héritage de Chávez, précisant que leur ennemi « n'est pas Maduro », ils se positionnent en « critiques de gauche », contestent l'hégémonie « excluante » du PSUV et l'absence de débat qui en résulte, réclament des mesures plus sociales, s'inquiètent de la loi anti-blocus récemment votée par l'Assemblée nationale constituante, dont ils pensent qu'elle pourrait préluder à des privatisations. Sans le dire, ils estiment également que, destinée à favoriser la participation et la présence des petits partis au sein de l'AN, l'augmentation du nombre des députés pourrait leur permettre de tirer leur épingle du jeu.

Les résultats

Tant les sondages que le sens commun avaient prévu une faible participation. Dans un dernier effort pour l'éviter et mobiliser leurs troupes respectives, l'opposition démocratique et le chavisme, dans les derniers jours de la campagne, font monter les enjeux. Pour la droite, la consultation devient « un plébiscite contre Maduro ». Relevant le gant (sans trop

de risque), celui-ci rétorque : « Je ne me suis jamais rendu, je ne me rendrai jamais, et c'est pourquoi je dis à toute l'opposition que, dimanche prochain, j'accepte le défi. Voyons qui gagne. Si nous gagnons, nous irons de l'avant, mais je dois aussi dire, au peuple je dis : je laisse mon destin entre vos mains. Si l'opposition gagne, je quitterai la présidence ; si l'opposition gagne les élections, je ne resterai pas là. Je laisse mon destin entre les mains du peuple vénézuélien. »

Efforts vains. Les inconditionnels de l'anti-chavisme ont suivi les consignes de Guaido en restant à la maison. Cela n'eut pas suffi à une abstention à ce point massive, mais la volte-face de Capriles a soustrait aux bureaux de vote une masse considérable d'opposants de la « société civile » soucieux de participer à une normalisation de la vie du pays. S'y sont joint ceux qui, parmi les mêmes opposants, ont renoncé à aller voter pour des candidats décrits comme « des alliés déguisés du parti au pouvoir ». Ceux qui, dans les milieux populaires, face aux désordres et aux sabotages, ont fini par se démoraliser. Ceux qui rejettent à la fois Guaido et Maduro, rendus conjointement responsables de la crise. Ceux qui, à droite et à gauche, au vu des déclarations des puissances hostiles, ont estimé qu'une nouvelle Assemblée nationale ne changerait rien au harcèlement venu de l'étranger, et donc à leurs difficultés quotidiennes. Ceux qui, toujours au sein de l'opposition, avaient compris que le torpillage de la droite modérée par le camp Guaido favoriserait in fine la victoire des partisans de Maduro, et n'ont pas pris la peine de se déplacer. Ceux qui, enfin, mais il ne s'agit pas là d'un phénomène majeur, ont préféré éviter la promiscuité des bureaux de vote en période de pandémie[16].

On retiendra sans doute que le taux de participation de 31 % a été inférieur à celui de l'élection présidentielle de 2018 et ses 46,1 %. Toutefois, une autre comparaison s'impose. En 2005, sous Chávez, lorsque l'opposition refusa également de participer aux législatives, la participation ne fut que de 25,3 %.

Fort de son noyau dur de militants et d'une machine électorale bien rôdée, le PSUV (et par extension le GPP) l'a donc fort logiquement remporté et contrôle désormais confortablement l'Assemblée nationale. Refus des diktats de l'étranger, défense de la souveraineté et de la dignité nationales, rejet d'une droite « assassine », parfaite compréhension des tenants et aboutissants de la crise, « communauté émotionnelle » rassemblée autour du souvenir de Chávez, il s'est agi là d'un vote de résistance et de loyauté à l'égard de Maduro. Avec leur maigre solde de 2,74 %, le Parti communiste et l'Alliance populaire révolutionnaire ont échoué à imprimer leur marque « depuis la gauche ». Le PCV obtiendra même moins de députés que lorsqu'il appartenait au GPP. Parmi les vainqueurs, figurent tous les poids lourds du chavisme : Diosdado Cabello (président de l'Assemblée nationale constituante, qui va disparaître, ayant perdu sa raison d'être), Cilia Flores (épouse de Maduro), Tania Díaz, Iris Varela, Jesús Farias , Ileana Medina (PPT), Mario Silva (journaliste), etc…

La gauche latino-américaine ne s'est pas trompée sur la nature et l'importance de ce scrutin. Elle avait entre autres délégué à Caracas les ex-présidents Rafael Correa (Equateur) ; Manuel Zelaya (Honduras) et Fernando Lugo (Paraguay), renversés respectivement par des coups d'Etat en 2009 et 2012 ; Evo Morales (défenestré en 2019), accompagné d'Andrónico Rodríguez, nouveau président du Sénat bolivien après l'éclatante victoire du Mouvement vers le socialisme (MAS) et de Luis Arce en octobre dernier ; accompagné de quelques eurodéputés, l'ex-chef du gouvernement espagnol José Luis Rodriguez Zapatero s'est chargé de sauver l'honneur du Vieux continent[17].

Quant aux opposants élus (voir l'encadré), tout aussi respectables, car il s'agit bien d'opposants, ils espèrent négocier avec le pouvoir des projets de loi urgents, notamment en matière économique, mais aussi agir pour une levée des sanctions américaines, ces mesures illégales qui aggravent le profond marasme économique et social que connait le Venezuela. En quoi ces élus – Bernabé Gutiérrez ou José Brito, pour ne citer qu'eux – seraient-ils moins légitimes et moins représentatifs que les « terroristes modérés » et les « extrémistes démocrates » de la bande à Trump et Guaido ?

La « manip »

La tâche est claire, a proclamé Guaido, dans sa fuite en avant : le 6D (6 décembre), laisser les bureaux de vote vides et le 12, au terme de la Consultation populaire, descendre massivement dans la rue.
Trois questions ont été annoncées le 19 novembre par les organisateurs de cette « consulta » :

- Exigez-vous la fin de l'usurpation de la présidence par Nicolás Maduro et demandez-vous des élections présidentielles et parlementaires libres, justes et vérifiables ?
- Refusez-vous l'événement du 6 décembre organisé par le régime de Nicolás Maduro et demandez-vous à la communauté internationale de l'ignorer ?
- Ordonnez-vous que les mesures nécessaires soient prises devant la communauté internationale pour activer la coopération, l'accompagnement et l'assistance afin de sauver notre démocratie, de faire face à la crise humanitaire et de protéger les populations des crimes contre l'humanité[18] ?

On notera que l'ensemble du questionnaire a pour évident destinataire la « communauté internationale » et que la dernière question se réfère de façon à peine subliminale à la fameuse « responsabilité de protéger » – et donc à une intervention militaire.

Qui pourra voter ? Tout « Vénézuélien de naissance », quelle que soit la ville du monde où il se trouve, inscrit ou non sur les listes électorales, en virtuel (en raison de la pandémie) ou en présentiel. Virtuellement, du 6 au 12 décembre, à travers Whatsapp, Facebook, une application mobile (Voatz) disponible sur Google Store et un site Web (www.consultaporvzla.com). Le 12 décembre, dans n'importe lequel des 3 000 « Points de liberté » installés sur le territoire vénézuélien.

Le but de l'opération et son résultat ont déjà été annoncés par Tomás Guanipa, interrogé par la radio internationale allemande Deutsche Welle : « Il faut mobiliser massivement, et les sondages indiquent qu'il y a davantage de Vénézuéliens prêts à participer à la consultation populaire de l'opposition (qu'au scrutin du 6 décembre). » CQFD. Oui, mais, justement… Qui contrôlera l'opération, en l'absence du Conseil national électoral, par définition écarté de l'opération ? Qui garantit les droits de ceux qui voteraient « non » ? Réponse : personne ! Il n'y aura pas plus de liste électorale, votera qui veut. Afin d'« éviter les persécutions ou les représailles du régime », les données recueillies ne seront pas étayées physiquement.

Même au sein de l'opposition, cette Consultation est désavouée. Plusieurs dirigeants d'Action démocratique – dont Ramos Allup – et de Primero Justicia ont contesté son utilité. Dans son zig-zag incessant, opportuniste et sans réelle conviction, Capriles a décrit

l'initiative comme « un appel à une mobilisation sans solutions tangibles ». L'« ultra » María Corina Machado y va de ses anathèmes : « Aujourd'hui, nous, les Vénézuéliens, ne tombons plus dans les manipulations ou les pièges. Ni farces électorales ni mécanismes qui, à travers des consultations débiles, donnent du temps pour que dure ou se rallonge la tyrannie au pouvoir. » Dans la rue, on le sait, le citoyen de base ne s'intéresse nullement à la question. Beaucoup même ignorent cette initiative.

Tout cela n'a qu'une influence relative. Le résultat proclamé après le 12 décembre n'aura aucun rapport avec le vrai ou le faux. Sans aucun contrôle d'aucune sorte ni de qui que ce soit, et connaissant les chiffres de participation aux législatives, il suffira d'annoncer un nombre de votants « infiniment supérieur » et le tour sera joué. Le « gouvernement Guaido » aura démontré qu'il a « le soutien » d'une « immense » majorité des Vénézuéliens. Ce que répéteront, sans aucune possibilité ni volonté de vérification, les commissaires politiques de l'information.

Fort de cette onction, et au nom d'une « continuité administrative » fantasmée, Guaido pourra ensuite prétendre prolonger l'existence de l'actuelle Assemblée nationale, et donc son « gouvernement intérimaire », sans déterminer quand ils se termineront… Ce qui, bien entendu, n'a ni queue ni tête d'un point de vue légal et constitutionnel. Ce qui, entre parenthèses, oublie (ou feint d'oublier) que, dans le « Statut de transition » élaboré en janvier 2019 par le clan Guaido, l'article 13 stipule que l'Assemblée nationale exercera ses fonctions jusqu'au… 4 janvier 2021.

On l'aura compris, la vraie question n'est pas là. S'il ne parvient pas à imposer cette fiction de la « continuité », Guaido n'est plus ni député, ni supposé président de l'AN, ni chef d'Etat imaginaire… Guaido n'est plus rien. En janvier, il ne pourra même plus compter sur ses sponsors Donald Trump, Eliott Abrams ou Mike Pompeo…

Sous-impérialisme et impérialisme

Dès le 7 décembre, le chef de la diplomatie de l'Union européenne, Josep Borrell, a déclaré que l'UE ne reconnaît pas le résultat des élections, « décision approuvée à l'unanimité par les ministres », a-t-il ajouté. Mais Guaido ? « Un processus de discussion concernant l'actuelle Assemblée nationale et le président en exercice s'ouvre aujourd'hui et s'achèvera le 5 janvier », a précisé sans trop se mouiller Arancha González Laya, ministre des Affaires étrangères du gouvernement (socialiste !) espagnol. Borrell a annoncé son intention de convoquer une réunion ministérielle du Groupe international de contact (GIC) sur le Venezuela – Royaume-Uni, France, Allemagne, Espagne, Italie et plusieurs pays latino-américains –, mais il s'agit là d'un rideau de fumée. Comme toujours, l'UE fera ce que Washington décidera. Sans surprise, les Etats-Unis ont annoncé leur décision de « continuer à reconnaître » Guaido comme « président par intérim » du Venezuela. Sauf que, dans quelques semaines, avec l'arrivée de Joe Biden à la Maison-Blanche, les Etats-Unis ne seront plus ce qu'ils étaient. Quant à savoir si, nonobstant un changement de style, ils seront réellement différents…

Dans l'équipe qui va piloter la politique étrangère, tous ont travaillé au sein des administrations démocrates précédentes. Nommé Secrétaire d'Etat, Antony Blinken a été le numéro deux du Département d'Etat sous la présidence de Barack Obama, alors que Biden était vice-président. C'est l'époque pendant laquelle Obama a signé l'absurde et criminel décret exécutif (EO) déclarant une urgence nationale suite à la « menace inhabituelle et extraordinaire du Venezuela pour la sécurité nationale et la politique étrangère des Etats-

Unis ».

Prochain conseiller à la fameuse Sécurité nationale, Jake Sullivan a été le bras droit d'Hillary Clinton et, sur les dossiers chauds – Libye, Syrie, Ukraine – a toujours défendu une politique musclée. Plutôt que de spéculer à n'en plus finir sur l'attitude du prochain gouvernement américain, on se référera ici à l'une des déclarations récentes de ce « faucon démocrate » sur la manière dont Washington entend « manger » le Venezuela : « Vous savez, je dirais qu'une solution militaire menée par les Etats-Unis est un trop grand risque ; les Etats-Unis devraient donc se concentrer sur tous les outils non militaires. Cela signifie qu'il faut doubler les sanctions et continuer à construire la coalition internationale et se concentrer particulièrement sur la séparation de la Chine, de Cuba et de la Russie du Venezuela, par tous les moyens dont nous disposons, car ce sont ses gilets de sauvetage. Maintenant, si les pays de la région, si la Colombie, le Brésil et d'autres, décident qu'ils veulent prendre des mesures plus agressives, c'est à eux de décider. Mais cela ne devrait pas être »[19]…

Un « ce ne devrait pas être » pas vraiment vigoureux. Moins vigoureux en tout cas que la capacité de Cuba à résister au chantage – « vous lâchez Caracas, on assouplit les sanctions » – et que la volonté des Vénézuéliens de ne pas céder aux pressions et aux agressions.

Maurice Lemoine

Les résultats *

GAUCHE

Grand pôle patriotique (PSUV, PPT, Unidad Popular Venezolana [UPV], Organización Renovadora Auténtica [ORA], Movimiento Electoral del Pueblo [MEP], Podemos, Tupamaro, Somos Venezuela, Alianza para el Cambio) : 4 277 926 voix (68,43 %).

Parti communiste (PCV) et **Alternative populaire révolutionnaire** (APR) : 168 743 voix (2,7 %)

DROITE

Alliance démocratique (Acción Democrática [AD], Copei, Cambiemos Movimiento Ciudadano [CMC], Avanzada Progresista [AP], El Cambio) : 1 950 170 voix (17,52 %).

Venezuela uni (Primero Venezuela, Voluntad Popular) : 259 450 voix que (4,15 %),

AUTRES

Organisations diverses (Soluciones, Movimiento al socialismo [MAS], ProCiudadanos, Unión Progreso, Nuvipa, UPPP89) : 404 017 voix (6,48 %).

* Résultats sur la base d'une transmission de 98,63 % des résultats (Conseil national électoral, deuxième communiqué, 7 décembre 2020).

Notes :

[1] John Bolton, *The Room Where it Happened,* Simon & Schuster, New York, 2020.

[2] Cette procédure a déjà dû être utilisée en 2014.

[3] Cinquante-deux pour cent des sièges sont attribués par scrutin de liste à la proportionnelle et 48 % par scrutin uninominal, c'est-à-dire sur le nom d'un candidat.

[4] *Telesur,* Caracas, 15 novembre 2020.

[5] Argentine, Brésil, Canada, Chili, Colombie, Costa Rica, Guatemala, Honduras, Panamá, Paraguay, Pérou (et à l'origine Mexique, qui s'est retiré). Officiellement non membre, les Etats-Unis tirent les ficelles derrière le rideau.

[6] Sur ce thème : Maurice Lemoine, *Les enfants cachés du général Pinochet. Précis de coups d'Etat modernes et autres tentatives de déstabilisation,* Don Quichotte, Paris, 2015.

[7] Pendant la présidence de Hugo Chávez, l'opposition, qui redoutait une nouvelle défaite, a également boycotté les élections législatives de 2005.

[8] Citgo : filiale (d'une valeur de 8 milliards de dollars) de la compagnie pétrolière nationale PDVSA. Monómeros : entreprise publique vénézuélienne du secteur de la pétrochimie confisquée par le gouvernement colombien et remise au clan Guaido.

[9] Fondateur de Voluntad Popular, Leopoldo López, le mentor de Guaido, a été condamné pour son rôle dans le déclenchement des violences insurrectionnelles de 2014. Bénéficiant d'une détention à domicile, il a été libéré par les factieux lors de la tentative de coup d'Etat du 30 mai 2020. Il est arrivé le 25 octobre à Madrid après avoir quitté le Venezuela où il était réfugié dans la résidence de l'ambassadeur d'Espagne.

[10] https://elcomunista.net/2020/01/12/puro-show-el-video-que-muestra-como-guaido-no-quiso-entrar-en-el-parlamento/

[11] *El País,* Madrid, 6 juillet 2020.

[12] Lire https://www.medelu.org/Une-inoculation-de-bleuite-sous-controle-au-Venezuela et https://www.medelu.org/Baie-des-Cochons-ou-Operation-Mangouste

[13] Expression inventée par le journaliste John O'Sullivan et repris par le représentant du Massachusetts au Congrès, Robert C. Winthrop, en 1845 : *« C'est notre destin manifeste de nous déployer sur tout le continent. »*

[14] Frère de Bernabe, Luis Gutiérrez, qui avait précédemment affiché son appui à Guaido, avait auparavant accepté de devenir membre du nouveau CNE.

[15] En désaccord avec la décision de faire « bande à part » au sein de cette APR, des militants et dirigeants de Patria para todos et des Tupamaros ont pris le contrôle de leurs partis et se présentent, comme d'habitude, en alliance avec le PSUV.

[16] Le Venezuela n'a comptabilisé à ce jour que 102 000 cas de Covid-19 et un peu moins de 900 morts.

[17] De nombreux intellectuels européens ont signé la pétition de 3 500 personnes remise le 1er décembre au Service européen d'action extérieure (SEAE) : « L'Union européenne doit respecter le résultat des élections législatives au Venezuela ».

[18] Sur les accusations de crimes contre l'humanité, lire : https://www.medelu.org/Venezuela-Contes-et-mecomptes-de-curieux-defenseurs-des-droits-humains

[19] https://www.hudson.org/research/14923-transcript-dialogues-on-american-foreign-policy-and-world-affairs-a-conversation-with-jake-sullivan

La source originale de cet article est Mémoire des luttes
Copyright © Maurice Lemoine, Mémoire des luttes, 2020

Articles Par : **Maurice Lemoine**

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca